

# Gilbert Doctorow : Blocus naval contre la Russie ? L'Europe vers la guerre ?

Le Dr Gilbert Doctorow explique comment les dirigeants européens avancent en somnambules vers une guerre avec la Russie. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdiesen](https://buymeacoffee.com/gdiesen) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints par Gilbert Doctorow, historien et analyste des affaires internationales. Merci d'être revenu dans l'émission, ça faisait un moment. — Avec plaisir. Alors, vous avez récemment publié le deuxième volume de vos journaux de guerre. Si j'ai bien compris — je n'ai pas encore eu le temps de tout lire — ce volume porte surtout sur la période où la guerre entre la Russie et l'Ukraine a, de toute évidence, cessé d'être simplement un conflit entre ces deux pays, pour devenir une guerre par procuration plus clairement européenne et russe. J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus sur ce nouveau livre et sur cette période. — Très bien.

## #Gilbert Doctorow

Bon, je vais parler au pluriel, parce que le volume trois, celui de deux mille vingt-cinq, devrait probablement sortir d'ici six à huit semaines, selon la rapidité de la société de production en Arizona qui s'occupe de la mise en page. L'année deux mille vingt-quatre a été, comme vous le dites, et comme je le décris dans le livre, une période de transition : on est passé d'un concept d'« opération militaire spéciale » à une guerre contre l'Occident — l'Occident collectif — non seulement contre l'Europe, mais aussi contre les États-Unis. Et cela s'est accompagné d'une nouvelle doctrine nucléaire en Russie, publiée à la fin du mois de novembre deux mille vingt-quatre. C'était en quelque sorte l'aboutissement d'une série d'avertissements adressés à l'Occident, qui avaient commencé dès mars ou avril de cette année-là, en réaction à ce qui se passait sur le terrain. En particulier, face aux nouvelles menaces pour la sécurité russe venant d'Europe, mais aussi des États-Unis, avec le déploiement de missiles à longue portée installés par les Allemands. Déjà, des missiles de moyenne portée — disons autour de trois cents kilomètres — avaient été fournis par les Britanniques et les Français, dans le cadre d'un programme commun, le missile SCALP, comme on l'appelle en français.

Et c'est quoi, le Shadow ? J'ai oublié exactement. Ah oui, le Storm Shadow britannique. Ces missiles avaient été livrés, mais les Russes les avaient plus ou moins neutralisés. Ils ont appris à les contrer. Mais ensuite, des missiles à plus longue portée ont été proposés, notamment par les États-Unis et

par l'Allemagne. C'était le missile Taurus. Et dès le mois de mars deux mille vingt-quatre, les Russes ont intercepté et publié des conversations entre des officiers supérieurs de l'armée de l'air allemande. Ils discutaient de la manière de contourner l'interdiction du chancelier Scholz de fournir ce type d'armes à l'Ukraine. Et dans cette conversation, l'intention était d'utiliser le missile Taurus pour détruire le pont de Kertch, ce symbole d'ingénierie qui relie le continent russe à la péninsule de Crimée.

C'était donc un vrai scandale, et ça a déclenché en Russie une vague de remise en question sur la nature de leurs menaces sécuritaires. Finalement, dans la nouvelle stratégie nucléaire, publiée en novembre, tout a été rassemblé — des éléments qui avaient été diffusés entre mars et septembre — au moment où le président Poutine a accordé une interview très importante à Pavel Zaroubine, qui se trouvait dans les rues de Saint-Pétersbourg, juste à côté de la place du Palais. Les principes ont été présentés petit à petit, et tout cela a abouti à une doctrine nucléaire qui a sérieusement abaissé le seuil d'utilisation de l'arme nucléaire par la Russie contre ceux qui fournissent à l'Ukraine des armes à longue portée, des missiles à longue portée, et les sites de production correspondants.

Donc c'était vraiment... et puis, toute la notion même de ce qu'était la menace nucléaire, ou la menace stratégique pour la Russie, a complètement changé. Pendant des décennies, tout reposait sur les ICBM, les missiles balistiques intercontinentaux, qui étaient au cœur des traités SALT, les traités de limitation des armements stratégiques. Mais aujourd'hui, les Russes considèrent que la plus grande menace stratégique pour eux, ce sont les missiles de moyenne portée que les États-Unis ont déjà accepté, sous Biden, d'installer en Allemagne au cours de cette année, en deux mille vingt-sept. Ils ont donc révisé leurs doctrines stratégiques en fonction de cette nouvelle réalité.

C'est ça, pour moi, le point essentiel. C'est ce qui rend ce que je décris pour deux mille vingt-six... pardon, deux mille vingt-cinq... différent du premier volume, celui de deux mille vingt-trois. Et puis, bien sûr, ma propre vie a changé en deux mille vingt-quatre, quand j'ai commencé à faire des interviews presque tous les jours. Les Indiens ont été les premiers à m'inviter à participer à ces revues très fréquentes de l'actualité, ce qui m'a obligé à réfléchir à des sujets que, sinon, j'aurais peut-être laissés de côté d'une semaine à l'autre. C'était le cas dans mon premier volume.

Il y a eu des périodes que je ne couvrais pas au jour le jour, ni même chaque semaine. En deux mille vingt-quatre, c'était différent, forcément, parce que j'étais invité, comme je le dis, à me pencher sur certains sujets avant que les informations générales ne sortent en Occident. Je travaillais avec un diffuseur qui avait accès à ce qui se disait, ou se préparait à être dit, avant que ça n'arrive au grand public. Et dans ce volume-là aussi, j'ai ajouté beaucoup de références, beaucoup de liens vers ces entretiens. Je n'ai pas trop chargé le texte avec les transcriptions, sinon le volume aurait pris des proportions énormes. Mais j'en ai quand même mis quelques-unes, pour que les lecteurs puissent avoir un aperçu de ce que sont ces discussions, comme celle qu'on est en train d'avoir maintenant.

Et je parle de discussions plutôt que d'entretiens, parce que dans ce cas, comme dans un ou deux autres, l'invité, celui qui tient la plateforme — comme vous —, participe vraiment à une discussion. C'est ça, la particularité du volume deux. Le volume trois sera différent. Je ne vais pas m'étendre là-dessus. Mais deux mille vingt-cinq, c'était l'année Trump. Toute l'attention, toute la nature de ce que je couvrais, a changé. On est passé de ce qui se passait sur le champ de bataille à la façon dont d'autres commentateurs l'évaluaient, puis à la manière dont nous-mêmes jugions le déroulement des négociations. Est-ce qu'elles étaient vraiment substantielles ? Ou juste du vent ? Ces questions-là sont devenues le moteur de tous les commentaires en deux mille vingt-cinq. Voilà.

## **#Glenn**

Eh bien, si on avance de deux ans, jusqu'en deux mille vingt-six, on voit maintenant que l'implication des pays de l'OTAN dans cette guerre est, disons-le, très ouverte. Si on regarde tout ce processus sur plus de quatre ans comme une forme d'incrémentalisme, ou de tactique du salami, on voit aujourd'hui que c'est devenu assez flagrant. Par exemple, hier, on a vu des drones de surveillance de l'OTAN observer la côte russe de la mer Noire. Et puis ce matin, comme on pouvait s'y attendre, les frappes ont commencé. On voit aussi des attaques similaires, c'est-à-dire des attaques sur la côte russe de la mer Baltique, autour de Saint-Pétersbourg. Cela semble aussi très probable, ou même, on pourrait dire avec encore plus de certitude, presque sûrement une attaque venant des États baltes. Je veux dire, combien de temps pensez-vous que ça peut durer ? Parce que, d'après ce que je comprends, la pression monte au Kremlin pour ne plus simplement laisser les Européens contrôler cette escalade, comme s'ils pouvaient lancer des attaques contre la Russie, faire semblant que c'est l'Ukraine, et que la Russie ne puisse rien faire en retour.

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, on passe beaucoup de temps en ce moment à parler de M. Trump, des élections de mi-mandat, et de la façon dont il cherche une porte de sortie à la guerre contre l'Iran, qu'il a lancée avec Israël. Et comment tout ça est ajusté en fonction du calcul politique des élections de novembre. Curieusement, on n'applique pas la même logique, ni la même analyse, à M. Poutine. On le traite comme s'il était, à lui seul, toute la Russie. Ça dure depuis vingt ans. Il n'y aurait qu'un seul homme à écouter en Russie, et ce serait M. Poutine. Et on ne le considère pas comme quelqu'un qui vit dans un pays démocratique, alors qu'en réalité, c'est le cas. Les démocraties ont toutes leurs déformations, comme je le sais bien dans le grand voisinage à l'ouest, en France, où le président est, en pratique, un roi.

Mais on n'en parle que de temps en temps. Ici, en Russie, oui, M. Poutine est un animal politique. Et lui aussi a des élections, d'ailleurs. Pas son élection présidentielle personnelle, mais, comme M. Trump, il fait face à des élections parlementaires. Et dans le cas de la Russie, elles doivent avoir lieu avant le vingt-six septembre. Donc, ce ne sont pas seulement vous, moi, ou les observateurs occidentaux qui remarquons ces attaques spectaculaires et destructrices contre les raffineries russes

et d'autres infrastructures critiques. Ces attaques sont rendues possibles chaque jour par les renseignements américains et européens, qui fournissent les informations de ciblage nécessaires. Pas pour savoir où se trouve la cible — ça, c'est assez évident — mais pour savoir comment l'atteindre. Parce que ces drones, eux, ne volent pas à plusieurs kilomètres d'altitude.

Ils volent à très basse altitude, et ils peuvent percuter des hélicoptères électriques, des lignes à haute tension, ou toutes sortes d'obstacles sur leur trajectoire s'ils ne sont pas correctement guidés. Cette information cruciale a donc été fournie par l'Occident. Maintenant, beaucoup de Russes sont furieux à cause de ça. Et même si je suis tout à fait d'accord avec ceux qui disent : « Regardez comme Poutine reste populaire », avec un taux de soixante-dix pour cent, en baisse par rapport à quatre-vingts, au fond, ça ne change pas grand-chose. Mais ce dont on ne parle pas, c'est de la politique partisane en Russie. On ne parle pas de l'effondrement du soutien au parti Russie unie, qui, traditionnellement, depuis des décennies, rassemblait environ trente pour cent de l'électorat, contre à peu près vingt ou dix-huit pour cent pour le Parti communiste, et peut-être douze pour cent pour le parti de Jirinovski, l'ultra-droite.

Aujourd'hui, ils sont passés de trente pour cent à vingt pour cent. Ce qui veut dire, enfin, d'après ce que je comprends, qu'ils sont maintenant au coude à coude avec les communistes. Et à partir de vingt pour cent, c'est quand même difficile d'atteindre cinquante et un pour cent, même si on joue un peu avec les règles électorales, selon la façon dont on désigne les vainqueurs dans les circonscriptions, que ce soit par les listes de partis ou par les noms des candidats. Donc, les élections de septembre ne sont pas du tout acquises d'avance en faveur des politiques de monsieur Poutine. Au contraire, elles seront très disputées, et on verra bien qui l'emportera. C'est pour ça que je dis qu'il faut appliquer à la Russie les mêmes méthodes d'analyse que celles qu'on utilise pour comprendre ce qui se passe en France ou aux États-Unis. Mais, pour une raison étrange, ceux d'entre nous qui admirent la Russie de monsieur Poutine refusent de reconnaître qu'il s'agit d'une démocratie.

## **#Glenn**

Mais selon vous, si cette pression devient tellement forte que la Russie doit forcément réagir, comment pensez-vous que ça pourrait se manifester ? Parce que j'ai entendu parler de rumeurs sur une possible invasion des États baltes par la Russie. Franchement, ça paraît très improbable. Je ne vois pas vraiment ce qu'ils feraient là-bas. Il semble plus plausible que la Russie cherche à faire quelque chose d'un peu similaire à ce que font les Européens — ce genre de frappes menées avec une forme de déni plausible. Mais évidemment, les Russes n'ont pas d'État intermédiaire depuis lequel ils pourraient lancer une attaque. Alors, selon vous, comment pourraient-ils s'y prendre, s'ils décidaient de franchir cette ligne et de mener des attaques dont on saurait d'où elles viennent, tout en gardant, encore une fois, cette possibilité de nier officiellement leur implication ?

## **#Gilbert Doctorow**

Je ne vois pas pourquoi il faudrait parler de déni plausible. Ce à quoi ils réagiraient, selon toutes les normes internationales, c'est un casus belli. Quand les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens autorisent des drones ukrainiens à survoler leur territoire pour frapper les ports russes de la Baltique, eh bien, c'est une guerre à cause de ça. Donc je ne vois pas pourquoi ils auraient besoin d'un intermédiaire ou d'un prétexte. S'ils veulent être une puissance mondiale — ce qu'ils veulent —, pas forcément une puissance globale capable de projeter sa force militaire partout dans le monde, mais au moins dans leur région, au moins en Eurasie, alors il n'y a aucune raison de s'excuser. Au contraire, il y a même une exigence : celle d'affirmer simplement ses droits. Comme nous en avons déjà parlé, et comme vous l'avez très bien expliqué en tant que théoricien de la dissuasion, soit on s'en sert, soit on le perd.

Et il y a beaucoup de gens, et bien sûr, le mauvais garçon de la pensée géopolitique russe, c'est Sergueï Karaganov. Si on remonte à deux ans et demi, il avait déjà dit très clairement que la Russie devait agir. Et il a développé cette idée dans ses déclarations les plus récentes. Mais il reste toujours à la pointe, en disant que la Russie ne peut pas simplement laisser passer ces violations de ses lignes rouges, ni en parler sans fin, ni répondre d'une manière totalement disproportionnée par rapport aux dégâts qu'elle a subis. Alors, envahir les pays baltes ? Pourquoi faire ? Aucune raison. Rien à y gagner, et beaucoup à perdre. Attaquer seulement les installations militaires dans les pays baltes, y compris, d'ailleurs, le poste militaire allemand — je crois que c'est en Lituanie — où ils ont plusieurs milliers de soldats. Les faire sauter. Ce serait un bon signal.

Et tout cela est parfaitement conforme au droit international. Maintenant, si vous me dites : « Mais est-ce que ce n'est pas le chemin vers une Troisième Guerre mondiale ? », je me réfère à un collègue, qui fait partie d'une toute petite minorité de commentateurs : Paul Craig Roberts. Il répète depuis longtemps, et il vous l'a déjà dit avant moi, un argument que je partage en partie : cette attitude consistant à tendre l'autre joue nous conduit exactement dans la direction opposée à celle que la prudence devrait nous dicter. Elle nous mène soit à un renversement des pouvoirs en place au Kremlin, suivi d'une contre-attaque violente qui pourrait vraiment déclencher une Troisième Guerre mondiale, soit à une situation où M. Poutine lui-même suit les conseils de ceux qui l'entourent — ou d'une bonne partie d'entre eux — et ne se contente plus de parler, mais passe à une action militaire contre des pays de l'OTAN, de manière très ciblée et juridiquement justifiée.

## **#Glenn**

Je pense que c'est un bon point. Les gens voient souvent cette riposte comme dangereuse, parce qu'elle nous rapproche d'une Troisième Guerre mondiale, et ce n'est pas faux. Mais c'est aussi ce dilemme-là : l'échec à maintenir une vraie dissuasion. Quand j'écoute les médias et les responsables politiques en Europe, la logique semble être que, si quelqu'un pense que la Russie a le moindre droit de riposter, alors il relaie la propagande russe. Mais c'est une illusion très dangereuse, cette idée qu'on peut continuer à attaquer la Russie sans qu'elle réagisse un jour.

Je veux dire, cette idée de rejeter le fait que la Russie puisse avoir une capacité de dissuasion, c'est... c'est nous entraîner sur une voie vraiment étrange. Et je suis content que vous ayez mentionné l'Allemagne, parce qu'ils semblent être, dans une large mesure, à l'avant-garde de cette nouvelle mentalité un peu bizarre où, en gros, la réalité devient une construction sociale. En gros, si on dit que la Russie a le droit de riposter, alors elle l'a. Donc, tant qu'on fait tous semblant que tout ça est parfaitement légitime, qu'on ne fait qu'aider l'Ukraine, eh bien, il n'y a aucune raison de s'inquiéter d'une riposte russe.

Je veux dire, c'est bien pour tromper notre propre opinion publique, mais on ne trompe pas les Russes. Eux, ils savent très bien ce qui se passe. Alors, comment voyez-vous le rôle de l'Allemagne dans tout ça ? Parce que, vous savez, le chancelier Friedrich Merz continue de s'effondrer dans les sondages, bien sûr, mais les politiques, elles, se poursuivent, comme partout en Europe. Merz, lui, rêve de construire la plus grande armée d'Europe. Il parle très ouvertement de son envie d'intensifier la guerre contre la Russie. Il supervise une économie en pleine désindustrialisation. Et pendant qu'il chute, il veut en plus éliminer l'opposition politique. À votre avis, vers quoi tout cela conduit-il pour les Allemands ?

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, dans la sagesse populaire russe, on a cette image d'un couple au lit, où chacun essaie de tirer la couverture de son côté. Sauf qu'en réalité, là, ils sont trois dans ce lit. Et chacun de ces trois groupes tire la couverture vers lui, en laissant les autres découverts. Le chancelier Merz, comme vous le dites, revendique le rôle de chef militaire de l'Europe, en s'appuyant sur le potentiel militaro-industriel de l'Allemagne et, bien sûr, sur sa population — environ quatre-vingt-cinq millions d'habitants — ce qui en fait l'un des pays les plus peuplés d'Europe. Et bien sûr, sur sa puissante industrie manufacturière. Les Chinois ont plus ou moins détruit l'industrie automobile allemande, et lui, il avance ses prétentions.

En même temps, ses revendications se retournent contre une autre Allemande que son parti a pourtant aidée à placer à la tête de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il a publiquement contesté son droit à diriger à la fois la défense européenne et la législation européenne, notamment celle qui touche aux entreprises et à l'économie. Ce différend a éclaté au grand jour la semaine dernière. Von der Leyen a dû se rendre en Allemagne pour tenter d'apaiser les tensions avec Merz. Mais elle ne peut pas vraiment faire la paix avec lui, car tous deux visent des postes de tout premier plan en Europe. Et lui, il occupe une position bien plus forte qu'elle. La sienne découle d'une élection, dans le pays le plus puissant du continent, alors que la sienne à elle est d'origine purement bureaucratique.

On a donc deux partis qui essaient chacun de tirer la couverture à eux. Je dis ça parce qu'il y a quelques semaines, elle avait été une fervente défenseuse d'une réaction face à l'affaiblissement de l'OTAN, ou à son rétrécissement, avec le retrait des États-Unis d'Europe. Elle avait alors lancé un appel clair à tous les membres de l'Union européenne, et à certains membres de l'OTAN, pour créer

une armée européenne unie — qu'elle dirigerait, bien sûr. Après tout, elle peut se référer à son expérience comme ministre de la Défense en Allemagne, avant son arrivée à Bruxelles. Eh bien, cette idée n'a pas vraiment séduit grand monde en Europe. Quant à la tentative du chancelier Merz de tirer la couverture de son côté, elle a été reçue de manière plutôt mitigée.

Les Français ont dit oui et non. Il y a cette grande querelle autour du projet d'avion de chasse, que les Allemands et les Français avaient conçu ensemble, et qui est maintenant très sérieusement remis en question. Mais, d'une manière générale, les Français et les Britanniques essaient discrètement de tirer la couverture à eux. Parce que personne, là-bas, ne veut voir une Allemagne qui dirige l'Europe. Pas seulement sur le plan politique, comme c'était le cas depuis l'époque de la chancelière Merkel, mais aussi sur le plan militaire, ce qui est la prétention de Pistorius, le ministre de la Défense actuel, et de son patron, Merz. Le résultat, ce serait le rêve d'Hitler devenu réalité. Les gens ont de la mémoire. Ils savent pourquoi la Seconde Guerre mondiale a été menée, et c'était en grande partie pour empêcher exactement ce que Monsieur Merz est en train de prôner.

## **#Glenn**

Eh bien, un autre sujet, c'est, disons, cette rupture entre Trump et Merz. De toute évidence, les deux hommes ne s'apprécient pas beaucoup. Mais on a vu que Merz essayait de se présenter comme l'homme de l'Europe à Washington, au moment de la guerre contre l'Iran. Autrement dit, il est allé à Washington, et il s'est clairement positionné comme le principal soutien de Trump là-bas. Et ça, c'était quand il pensait que la guerre contre l'Iran se passerait bien. Maintenant, évidemment, il voit que la guerre ne se déroule pas comme prévu. Alors il change de cap, et il se met à critiquer Trump. Et du coup, on voit Trump menacer de réduire la présence des forces américaines en Allemagne. Compte tenu de cette fracture qui apparaît, imaginons que la Russie considère désormais cette attaque contre elle, soutenue de toute évidence par les Européens, comme intenable, et qu'elle décide de frapper, par exemple, l'industrie allemande de l'armement, voire la logistique, ainsi que des cibles dans les pays baltes. À votre avis, quelle serait la probabilité que les États-Unis viennent, disons, au secours des Européens dans une telle situation ?

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, l'effort de sauvetage américain est remis en question depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche. Il a tenu des propos très durs sur l'OTAN — pas aussi directs que ceux de Macron, qui avait parlé d'une OTAN en état de mort cérébrale quelques années plus tôt — mais on n'en est pas loin. Il a aussi clairement indiqué que, sans un budget de cinq pour cent consacré à la défense par les membres européens de l'OTAN, les États-Unis n'honoreraient pas leurs obligations prévues par le traité, ce principe du « un pour tous et tous pour un ». Donc, je pense qu'il est raisonnable de dire que les Européens ne devraient pas s'attendre à ce que Trump vienne à leur secours s'ils se retrouvent, par leurs provocations et en donnant à la Russie un casus belli juridiquement valable — comme ils le font en ce moment — engagés dans une guerre directe avec elle. Et aujourd'hui, l'Europe est totalement désorganisée sur le plan des principes et des objectifs de défense. La seule

chose qui rassemble vraiment tout le continent, c'est le manque d'armements technologiquement avancés, qu'ils soient défensifs ou offensifs, capables de tenir plus de quelques jours dans une guerre contre la Russie.

## **#Glenn**

Eh bien, la dernière nouvelle, bien sûr, c'est que le Royaume-Uni prend la tête d'un groupe de dix pays européens qui vont créer une alliance navale contre la Russie. Le langage qu'ils utilisent se veut défensif : ils disent vouloir contenir la Russie en mer. Mais tout cela se déroule sur fond de menaces américaines d'envahir Kaliningrad. On a aussi vu des navires russes pris pour cibles, soit par des abordages, soit par des actes de piraterie, selon la manière dont on veut le présenter, visant ce qu'on appelle la flotte fantôme de la Russie. Et il y a également des attaques directes contre des navires civils russes, sous prétexte qu'il s'agirait d'actions ukrainiennes. Mais maintenant que tout cela se met en place, il est assez évident de voir dans quelle direction les choses vont aller.

On dirait qu'ils vont, eh bien, faire un peu comme les Américains l'ont fait avec le Venezuela, ou Cuba, ou maintenant avec l'Iran. Ça commence à ressembler à un blocus naval, et ça, c'est un acte de guerre. Certains diraient que les Russes l'ont un peu cherché, puisqu'ils n'ont pas maintenu leur dissuasion dans l'autre zone. Mais selon vous, est-ce que c'est surtout un coup de communication, ou est-ce qu'ils vont vraiment aller jusqu'au bout ?

## **#Gilbert Doctorow**

Tant que la direction actuelle de la Russie recule chaque fois que l'Europe, l'OTAN et les États-Unis avancent, ça va continuer. Mais je ne pense pas qu'ils puissent reculer encore très longtemps. Les sujets dont vous et moi parlons sont aussi débattus publiquement sur les réseaux sociaux russes, et ce n'est pas du tout flatteur pour la direction actuelle du pays. Donc, soit M. Poutine et ses collègues changent de politique et ripostent, soit ils risquent de perdre la face. J'ai eu un petit indice quand un navire de guerre russe a escorté deux pétroliers de la flotte fantôme à travers la Manche. C'était un signe clair qu'ils sont prêts à défendre leur flotte fantôme par la force navale.

Le problème, encore une fois, c'est que la Russie a tout ce qu'il faut, militairement parlant, pour couler tout ce que l'OTAN pourrait lui opposer. On plaisante en disant qu'il y a plus de missiles à Kaliningrad qu'il n'y a d'habitants à Kaliningrad. Donc, tout est là. La vraie question, c'est : où est la volonté de s'en servir ? Et sur ce point, M. Poutine a été plutôt faible. Mais je ne pense pas que ça puisse durer encore très longtemps. Ses collègues deviennent plus affirmés, le public aussi. Et ça ne donne pas une bonne image s'il continue à tendre l'autre joue. À mon avis, il devra changer de politique, ou bien quelqu'un d'autre le fera à sa place.

## **#Glenn**

Je vois que le porte-parole, Peskov, faisait valoir que si les Européens tentaient d'imposer ce qui reviendrait, en fait, à un blocus naval contre la Russie, alors eux, les Russes, mettraient en place un blocus naval total contre toute l'Union européenne. Encore une fois, je ne sais pas s'il fanfaronne ou ce que cela impliquerait concrètement, mais il est clair que les Russes, eux aussi, se retrouvent enfermés dans leur propre position. Une fois qu'on commence à tenir ce genre de discours et qu'il ne se passe rien, c'est une catastrophe supplémentaire pour la crédibilité de votre dissuasion. Et il y aurait encore plus de pression, ensuite, pour réagir durement afin de rétablir cette crédibilité. Donc, encore une fois, ce qui se passe me paraît très dangereux. Mais je voulais aussi vous demander comment vous voyez les Européens essayer de pousser cette approche sur le reste du monde.

L'Union européenne a menacé d'imposer les sanctions qu'on voit aujourd'hui contre Israël, simplement parce qu'il achète du blé à la Russie. Donc, tout ce qui a été fait à Gaza, l'attaque contre l'Iran, le Liban, tout ça, non seulement on a détourné le regard, mais en plus, il y a eu des conséquences positives, un certain soutien de la part de l'Union européenne. Mais là, évidemment, acheter du blé volé à la Russie, c'est la limite à ne pas franchir. Et c'est intéressant dans un contexte plus large, parce qu'on voit maintenant que l'Union européenne met aussi la pression sur l'Asie de l'Est pour qu'elle n'achète pas non plus de pétrole russe. Les marchés de l'énergie sont en train d'être étouffés. Alors, selon vous, est-ce que l'Union européenne a vraiment les moyens d'imposer ça, ou est-ce que c'est juste de la posture ?

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, dire que c'est juste de la posture voudrait dire qu'ils savent très bien qu'il n'y a rien derrière ces menaces. Moi, je ne pense pas que ce soit seulement de la posture. Je crois qu'ils font ces déclarations, ces affirmations, parce qu'elles reflètent leurs convictions profondes. Et ça implique une responsabilité, parce qu'ils ne sont pas des politiciens, ce sont des idéologues. Les politiciens, eux, cherchent des solutions concrètes. L'Union européenne, elle, a cessé d'en chercher depuis au moins vingt ans, pas seulement depuis la semaine dernière. Et aujourd'hui, elle craque de partout. J'en revenais pas, la semaine dernière, en allumant vos infos : j'ai entendu un débat — enfin, quelque chose qui ressemblait à un vrai débat — sur les effets néfastes de la législation européenne, des règlements concernant la construction de bâtiments, le logement en Europe, qui touchent notamment les Pays-Bas.

Et les Pays-Bas ont dit, enfin, leurs porte-parole ont dit : c'est terrible. Ça rend le coût des nouveaux logements exorbitant. Les gens n'ont plus les moyens, et on ne construit pas assez de logements pour répondre à la demande. Il y avait de l'espace disponible, mais on le sait tous. Tous ceux d'entre nous qui ont acheté ou vendu un bien il y a deux ans ont dû remplir cinquante pages de descriptions techniques sur ce qu'ils vendaient et ce qu'ils achetaient... alors qu'il y a dix ans, c'était trois pages à peine. J'ai dû fournir un certificat de performance énergétique, qui m'a coûté mille euros. Quelqu'un

est même venu dans mon nouvel appartement pour vérifier que l'électricité fonctionnait correctement. Tout ce fatras, qui touche tous ceux qui achètent, vendent ou construisent en Europe, commence enfin à être dénoncé sur Euronews.

Et qui est derrière tout ça ? Eh bien, pas seulement Madame von der Leyen. C'est tout le Parlement européen, complètement à côté de la plaque. Ce sont des idéologues. Et tout le mouvement écologiste, qui a pris le contrôle simplement parce qu'il était un partenaire indispensable pour maintenir une coalition stable avec le Parti populaire européen. Le Parti populaire européen a gardé sa force lors des dernières élections européennes, mais ses alliés socialistes, eux, ont perdu. Alors, pour que Madame von der Leyen garde le pouvoir, il a fallu passer un accord avec les Verts. Le résultat de tout ça, c'est que l'Europe se fissure de partout, dans tous les domaines, pas seulement sur la question de la défense militaire. Mais la défense militaire, c'est vraiment le point le plus irrationnel.

Les propos de Carlos, ce que vous venez de dire, montrent à quel point les gens qui dirigent l'Europe aujourd'hui sont complètement déconnectés. Dire à l'Asie du Sud-Est de ne pas acheter de pétrole russe alors qu'il n'y a aucune alternative, c'est insensé. Quatre-vingt-dix pour cent du pétrole de plusieurs de ces pays venait du Moyen-Orient, et maintenant, cet approvisionnement est bloqué. Et elle dit : « Oh, n'achetez pas de pétrole russe. » Résultat, l'Europe devient totalement insignifiante sur le plan géopolitique. Totalement. On va se moquer de l'Europe. Les Japonais se sont moqués du nouveau Premier ministre, ils se sont aussi moqués de Donald Trump quand il lui a dit de ne pas acheter de pétrole russe. Et elle a répondu que l'économie japonaise ne pouvait pas s'en passer. Alors, parlons d'autre chose. Ces tentatives de jouer les grandes puissances, sans en avoir les moyens et sans vraiment comprendre de quoi on parle — ce qui est souvent le cas à Bruxelles — tournent l'Europe en ridicule.

## **#Glenn**

Je ne pourrais pas être plus d'accord avec ce que vous dites sur l'irrationalité et la perte de pertinence croissante. Les idéologues, autrement dit les politiques actuelles de l'Europe, ne peuvent pas défendre cela de manière rationnelle. Et c'est, je pense, aussi la raison pour laquelle cette politique étrangère de plus en plus irrationnelle s'accompagne toujours d'une censure grandissante et d'une centralisation du pouvoir. Mais ma dernière question portait simplement sur l'évolution des relations entre les États-Unis et la Russie. Parce que je crois que vous, un peu comme moi, étiez plutôt optimiste, dans la plus grande partie de l'année deux mille vingt-trois, quant à la possibilité que Washington et Moscou apaisent ou réduisent certaines de ces tensions entre grandes puissances, qui, encore une fois, risquent de nous mener, au fond, vers une Troisième Guerre mondiale.

Mais maintenant, on dirait que les Russes commencent eux aussi à abandonner l'idée que Trump puisse vraiment tenir ses promesses. Et, eh bien, dans ce contexte, on voit bien sûr le ministre iranien des Affaires étrangères, Araghchi, se rendre en Russie pour rencontrer Poutine.

Apparemment, ça n'a pas du tout plu à Trump. Je me demandais, comment vous interprétez cette situation ?

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, moi, j'aime bien utiliser un scalpel et aller un peu plus en profondeur pour évaluer où en est vraiment la Russie. Monsieur Peskov, c'est le porte-parole de monsieur Poutine. Mais autour de lui, autour de Poutine, il y a des libéraux et des conservateurs. Les libéraux, eux, sont une toute petite minorité, en général, parce qu'ils viennent de l'époque Eltsine. Alors, monsieur Ouchakov, qui a pris beaucoup de temps pour expliquer au public la conversation téléphonique d'une heure et demie entre Poutine et Trump — une conversation initiée par Trump il y a deux jours —, lui, c'est un libéral. Et lui et monsieur Karaganov, ils seraient constamment en train de s'affronter. Soyons clairs là-dessus. Monsieur Dmitriev, lui, c'est l'émissaire de Poutine dans beaucoup de discussions avec les Américains...

## **#Glenn**

Hé, c'est un libéral.

## **#Gilbert Doctorow**

C'est un atout américain, pour être très précis. Il a travaillé pendant de nombreuses années avec des entreprises américaines. Il parle un anglais parfait. Il connaît très bien la culture des affaires aux États-Unis, et c'est pour ça qu'il a été choisi comme interlocuteur des émissaires de Trump, Kushner et Witkoff. Mais ce n'est pas un défenseur acharné des intérêts de la Russie. Dans le cercle de Poutine, vous avez des gens très agressifs, et d'autres qui préfèrent tendre l'autre joue, qui espèrent vraiment une réconciliation avec les États-Unis. C'est un peu la même division qu'on retrouve en Iran, et c'est pour cette raison qu'ils n'ont jamais conclu, en décembre deux mille seize, juste après l'élection de Trump, un accord avec la Russie sur une alliance militaire.

Dans ces pays, il y a des pro-occidentaux et des anti-occidentaux. Les anti-occidentaux sont maintenant, je pense, majoritaires dans le cercle autour de Poutine. Mais il y a aussi des personnalités très importantes, comme Ouchakov, qui est un proche conseiller de Vladimir Poutine et qui a été ambassadeur aux États-Unis. Il connaît donc très bien les enjeux, mais politiquement, il est de l'autre côté et favorable à un compromis. Pour ma part, je ne vois pas de compromis réel possible avec les États-Unis. Malgré tout ce qu'ont pu dire Ouchakov et Peskov ces derniers jours sur la qualité de cette conversation d'une heure et demie, les États-Unis, comme vous l'avez rappelé au début, continuent de fournir des renseignements essentiels, y compris militaires, qui permettent les effets dévastateurs sur les raffineries de pétrole russes.

## **#Gilbert Doctorow**

Et les infrastructures énergétiques essentielles.

## **#Gilbert Doctorow**

Les deux nations sont, selon les termes traditionnels de la diplomatie, en guerre sous tous les aspects, sauf officiellement. Et penser qu'elles vont se réconcilier, ou qu'il existe ces grands accords économiques dont Dmitriev parle sans arrêt, c'est, à mon avis, absurde. Je pense que cette guerre se terminera sans aucune aide de Monsieur Trump. Elle prendra fin quand les Russes auront atteint leurs objectifs minimaux : atteindre le Dniepr et prendre Odessa.

## **#Glenn**

Et ça suffira.

## **#Gilbert Doctorow**

Et le reste du monde devra vivre avec ça. Donc, je pense qu'il y aura une fin à cette guerre. Je ne m'attends pas à écrire dix volumes de journaux de guerre. Je crois que le volume actuel, le quatrième, qui fait maintenant cent quinze pages, ira peut-être jusqu'à cent cinquante, et qu'il s'arrêtera là, comme je viens de le décrire.

## **#Glenn**

Oui, c'est difficile d'imaginer que ça puisse continuer encore très longtemps. Mais on dirait qu'on a atteint un point de rupture, où la Russie ne peut plus ne pas répondre aux Européens. Et encore une fois, il se passe énormément de choses en même temps. D'un côté, on voit les États-Unis se retirer, laissant la situation aux Européens. On voit aussi l'Ukraine commencer à fléchir sur les lignes de front. Et à ce moment précis, quand les Européens n'ont plus ce bouclier ukrainien devant eux, ni les grands Américains derrière eux, c'est là qu'ils décident vraiment de passer à l'action et, en somme, de rendre très clair que c'est désormais une guerre directe contre la Russie.

Et pendant que tout ça se passe, qu'ils se mettent eux-mêmes dans la ligne de mire de la Russie, on voit, du côté russe, toute cette pression sur Poutine. On voit, en gros, les leçons tirées de l'Iran : qu'ils auraient dû riposter et monter les échelons de l'escalade, au lieu de simplement laisser l'Occident décider, monter ou redescendre comme bon leur semble, sans que la Russie ne suive. Donc, on a vraiment l'impression qu'on se dirige vers une guerre maintenant. Je sais que les médias n'en parlent pas beaucoup pour l'instant, mais c'est comme ça que je le vois : une guerre majeure arrive, à moins qu'un événement vraiment spectaculaire ne vienne changer la donne. Vous avez un dernier mot avant qu'on conclue ?

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, je suis d'accord avec vous. La seule chose dont on va vraiment discuter dans les semaines à venir, c'est la façon dont cette guerre va se dérouler, et combien de temps elle va durer. Moi, je parie sur une semaine, à peu près, parce que c'est à peu près la limite des munitions européennes, si on parle d'armes conventionnelles. Ce qui est étrange dans tout ça, c'est que toutes les annonces officielles parlent de deux mille vingt-neuf comme de la date cible pour la guerre. C'est censé être le moment où les Russes attaqueraient, mais en réalité, c'est l'inverse qui est sous-entendu : le moment où ils attaqueraient la Russie. Et donc, tout est déjà sur la table, alors que la Russie dispose encore de la même fenêtre d'opportunité qui avait permis à Poutine, en février deux mille vingt-deux, de lancer son opération militaire spéciale.

Il savait qu'après deux mille dix-huit, il avait environ dix ans d'avance sur les États-Unis, et sans doute un avantage encore plus grand en matière d'armes stratégiques face à l'Europe. Alors, il y est allé. Et cet avantage existe toujours, même s'il s'amenuise. Nous en sommes maintenant à presque cinq ans de guerre. Je dirais donc qu'il reste environ cinq ans avant que l'Europe et l'Amérique n'aient rattrapé le niveau nécessaire pour mener une guerre efficace contre la Russie. C'est le moment, pour la Russie, d'en finir et de mettre l'Europe à genoux. Ils en ont les moyens. Ils en ont la volonté. Ce n'est pas une histoire.

## **#Glenn**

Eh bien, comme je l'ai dit, le désastre est en route. Donc non, c'est vraiment déprimant de voir à quel point les politiciens sont irresponsables. Et je mettrais les médias dans le même panier, parce qu'ils semblent tous convaincus que la chose morale à faire, c'est de se bander les yeux et d'avancer droit vers le précipice. Mais bon, voilà où on en est. En tout cas, merci d'avoir pris un peu de temps aujourd'hui pour parler avec nous, et bonne journée.

## **#Gilbert Doctorow**

Eh bien, merci pour l'invitation, Glenn Diesen.